Document generated on 07/19/2025 1:59 a.m.

Recherches sociographiques

Centre de formation populaire, *Au-delà du Parti québécois. Lutte nationale et classes populaires*

Jean-Pierre Beaud

Volume 25, Number 1, 1984

Le gouvernement du parti Québécois

URI: https://id.erudit.org/iderudit/056075ar
DOI: https://doi.org/10.7202/056075ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (print)
1705-6225 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Beaud, J.-P. (1984). Review of [Centre de formation populaire, *Au-delà du Parti québécois. Lutte nationale et classes populaires*]. *Recherches sociographiques*, *25*(1), 125–126. https://doi.org/10.7202/056075ar

Tous droits réservés © Recherches sociographiques, Université Laval, 1984

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

COMPTES RENDUS

Centre de formation populaire, *Au-delà du Parti québécois. Lutte nationale et classes populaires*, Montréal, Nouvelle optique, 1982, 244p.

L'histoire du Parti québécois, c'est aussi, d'une certaine façon, l'histoire des écrits, des discours sur le Parti québécois, avec ses temps forts (jusqu'en 1980), et ses temps faibles (depuis 1981). À l'inquiétude, l'enthousiasme, la curiosité, la critique, bref, à l'intérêt aurait succédé l'indifférence : du Parti québécois, à l'extérieur de lui, en tout cas, il n'en serait plus question que pour dire que tout, précisément, a déjà été dit et qu'à un parti devenu « comme les autres » devrait correspondre un traitement comme les autres.

Mais seulement, disent certains, et c'est le cas de ceux qui s'expriment dans *Au-delà du Parti québécois*, ce parti n'est pas tout à fait un parti comme les autres : il incarne toujours (malheureusement ?), aux yeux de la population, le projet indépendantiste, et en l'enterrant c'est aussi l'idée indépendantiste qu'on cherche à enterrer. S'impose alors plus que jamais la nécessité de dissocier ce parti (ou du moins sa fraction dominante et dirigeante) et le gouvernement qui en est issu du projet indépendantiste. S'impose donc la nécessité d'aller « au-delà du Parti québécois ».

Et pour cela il faut, nous dit le comité du Centre de formation populaire sur la question nationale (C.F.P.), porter *de nouveau, à nouveau* le débat sur le terrain de la question nationale, malgré toutes les tentatives pour l'institutionnaliser (débat constitutionnel), malgré les appels au « réalisme ». Comme le dit ailleurs Yves Beauchemin (voir en fait la plupart des textes de la revue *Possibles*, VIII, 1) : « lorsqu'ils [certains journalistes] parlent du Parti québécois et de son objectif, c'est d'un ton maintenant condescendant, avec comme une trace de dégoût dans la voix ». Ce que cherche à imposer le C.F.P. c'est que l'indépendance n'est pas passée de mode, parce que précisément l'indépendance n'est pas (simplement) une affaire de mode.

Aussi faut-il « réhabiliter la question nationale » (première partie du livre), faire prendre conscience de « l'irrémédiable cul-de-sac dans lequel l'ensemble du mouvement national a été amené sous la direction du Parti québécois » (p. 14). Il faut donc, et cela peut sembler paradoxal, parler du Parti québécois parce qu'on veut parler de la question nationale et proposer, dans le même temps, de parler de cette dernière question (et d'agir en conséquence) en allant « au-delà » de la formation qui, jusqu'à présent, a exercé une « hégémonie politique et idéologique [...] sur le mouvement national » (p. 8) : il s'agit donc en quelque sorte de parler du Parti québécois tout en voulant ne plus en parler !

Les contributions rassemblées dans cet ouvrage collectif (quatre des neuf textes portent la signature du C.F.P.) s'ordonnent autour de trois pôles : la question nationale et les thèmes qui y sont rattachés (l'oppression nationale, le mouvement national, l'indépendance), le Parti québécois, le mouvement ouvrier et populaire. Ces textes, il est important de le noter, ne sont pas tous très

récents (les plus anciens datent de 1978) ; de plus, ils ont pour la plupart (pour la totalité ?) déjà été édités et diffusés par le Centre de formation populaire lui-même. L'originalité de l'ouvrage réside donc moins dans la nouveauté des textes qui le constituent que dans le fait qu'il s'agit de l'application d'une même problématique à des objets différents, ou au même objet à différents moments de l'histoire récente. La thèse qui sous-tend l'ensemble de l'ouvrage est que, d'une part, on ne peut comprendre l'histoire politique, économique, sociale et culturelle du Québec sans prendre en compte le facteur national, l'oppression nationale, et que, d'autre part, l'objectif d'indépendance est « indissociablement lié à un projet de société socialiste » (p. 9), l'oppression nationale étant « imbriquée aux rapports d'exploitation capitaliste » (p. 27). Cette thèse, admettent les auteurs, est loin d'être originale : ils essaient simplement de l'illustrer, et... de l'illustrer simplement, c'est-à-dire en faisant l'économie de ce qui rend le langage universitaire inutilement (?) complexe.

Que penser d'un tel travail ? Tout d'abord il faut dire que les auteurs eux-mêmes — le procédé n'est pas nouveau — coupent l'herbe sous le pied de bien des critiques universitaires : « nos analyses ne sont pas académiques... » (p. 12), disent-ils, et donc l'ensemble ne forme pas « ce tout finement articulé que rechercherait un censeur chaussé de lunettes académiques » (p. 14). Et il est vrai que ces textes n'étaient pas destinés à faire l'objet d'une recension (cet « exercice académique ») dans une revue « savante » ! Mais on ne choisit pas toujours son public !

Certains textes, cela a déjà été mentionné, sont relativement anciens (1978). Inévitablement, les données à partir desquelles se construit l'argumentation sont alors encore plus anciennes. Ainsi le texte intitulé « L'oppression nationale et ses effets sur les classes populaires du Québec *d'aujourd'hui* » (c'est moi qui souligne) s'appuie sur des statistiques, des recherches, datant bien souvent des années soixante. Cela se comprend, mais cela affaiblit l'exposé car le texte, inséré dans un ouvrage publié en 1982, est lu dans les années quatre-vingt. Si la situation respective des différents groupes analysés est comparable *aujourd'hui* à ce qu'elle était il y a une quinzaine d'années, il faut fournir des données en conséquence ; si cela a changé, alors... Il aurait donc été souhaitable que soient actualisés les textes les moins récents, même s'il est vrai que certains autres contribuent au moins partiellement à ce travail d'actualisation.

Aller « au-delà » du Parti québécois implique qu'on se dissocie non seulement des politiques péquistes, mais aussi du discours du Parti québécois et du gouvernement qui en est issu. Une partie du travail du Centre de formation populaire consiste à faire la critique des législations du P.Q. (voir l'article d'Yves BÉLANGER, « Alliance de classes et nature de classe du Parti québécois. Études de quelques législations du Parti québécois ») et donc à statuer sur la nature de classe de ce parti (son caractère polyclassiste). Une autre partie, moins visible mais peut-être plus originale, consiste à remettre en cause le discours même du parti, de son chef, du gouvernement.

Yves VAILLANCOURT (« La position constitutionnelle du M.S.A.-P.Q. de 1967 à 1979 ») et surtout Gilles BOURQUE (« Comment faire avaler la couleuvre ou "la trahison des clercs" revisitée ») s'emploient par exemple à distinguer les notions d'indépendance, de souveraineté (qui, selon Bourque, implique « un rétrécissement du champ de l'indépendance à l'exercice du pouvoir politique », p. 140) et de souveraineté-association, à « clarifier » le système d'options proposées depuis une quinzaine d'années à la population québécoise. On voit combien la lutte politique est aussi, en fait, une lutte sur les mots. Imposer une définition de ce qu'est l'indépendance, imposer une distinction entre indépendance et souveraineté ou imposer au contraire l'adéquation entre les deux termes (René Lévesque a affirmé à quelques reprises qu'après tout, pour lui, les deux termes avaient la même signification et que le second n'était qu'un euphémisme du premier), ce n'est pas quelque chose de politiquement et socialement insignifiant.

L'ouvrage n'a donc pas simplement une fonction informative, descriptive, constative, il a aussi et *surtout* une fonction performative, prescriptive.

Jean-Pierre BEAUD

Département de science politique,
Université du Québec à Montréal.